

CONGO-FMI

Reprise imminente des discussions

Le gouvernement congolais s'est engagé à relancer les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI). Les deux parties ont entamé par visioconférence une mission d'assistance technique.

Cette mission qui court du 24 mai au 4 juin 2021 devra transmettre, dans un délai de 45 jours, son rapport aux autorités congolaises après avis du département des Finances publiques et du département Afrique du FMI. Les discussions seront axées sur la soutenabilité de la dette congolaise, des réformes des finances de l'État, l'amélioration de la gouvernance à travers la structure de lutte contre la corruption.

[Page 2](#)



Les deux parties lors de la précédente mission en février 2020/Adiac

BANQUE DE SANG

Le CNTS opte pour un système de gestion numérique



Un don de sang au CNTS/Adiac

Le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) va se doter, grâce à la société congolaise, CHI-Tech, d'une application numérique qui devrait simplifier les démarches des populations dans l'acquisition des poches de sang. « Ce projet mérite une attention particulière. Nous sommes disposés à conjuguer nos efforts pour qu'il voit le jour », a déclaré le directeur du CNTS, le Dr Oscar Serge.

[Page 6](#)

AFRIQUE CENTRALE

N'Djamena accuse Bangui de « crime de guerre extrême »

Dans un communiqué publié le 30 mai par le ministre en charge des Affaires étrangères et de l'intégration africaine, le Tchad a accusé son voisin, la République centrafricaine, « d'attaque meurtrière préméditée, planifiée et opérée à l'intérieur de son pays ».

Selon les autorités tchadiennes, les assaillants lourdement armés ont tué un soldat tchadien et blessé cinq. Cinq autres ont été enlevés pour être ensuite exécutés à Mbang du côté centrafricain. Des accusations sans réaction de la partie centrafricaine jusqu'alors.

[Page 9](#)

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Congo hôte de la réunion des ministres de la CEEAC

[Page 4](#)

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Les défis de l'agro-industrie et du tourisme

[Page 3](#)

Éditorial Opposition

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Opposition

Même si elle n'en a apparemment pas conscience l'opposition, toutes tendances confondues, a aujourd'hui chez nous de fortes opportunités pour se faire mieux entendre par la société civile et par conséquent de bien préparer les élections qui marqueront l'année 2022. D'une part, en effet, elle peut, ou plutôt elle doit vérifier si les promesses énoncées par la majorité présidentielle sont réellement tenues et, d'autre part, elle est écoutée avec la plus grande attention par le nouveau gouvernement dont le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, est lui-même convaincu de la place essentielle que l'opposition occupe dans tout système démocratique qui se respecte.

N'ayant pas été capable de s'unir, ou au moins de se coaliser lors de l'élection présidentielle la nôtre a été laminée par les électeurs qui ont considéré à juste titre qu'elle n'avait aucun leader capable de réunir les différentes formations qui la constituent et qui, de ce fait, ne pouvait pas l'emporter sur le candidat-président Denis Sassou N'Guesso. D'où le très faible nombre de citoyennes et de citoyens qui, le 21 mars, ont déposé leur bulletin dans l'urne en faveur de ses candidats.

Sortie assommée du scrutin présidentiel, l'opposition n'a visiblement pas conscience de l'opportunité que lui offrent les scrutins à venir. Ceci alors même que ces scrutins peuvent lui permettre de se reconstruire en resserrant ses rangs, en mettant un terme à ses dissensions, en faisant entendre sa voix et ses projets sur toute l'étendue du territoire national, en construisant un programme crédible que ses élus viendront défendre au sein de toutes les assemblées. Autant d'actions qui peuvent être menées avec efficacité dès lors que ses leaders s'entendent sur l'essentiel, c'est-à-dire l'affirmation de leur unité et de leur volonté d'œuvrer ensemble pour résoudre les problèmes auxquels se heurte aujourd'hui notre pays, le Congo.

Le quinquennat qui débute s'avérant d'ores et déjà décisif en raison des obstacles qu'il va falloir franchir sur la voie du progrès collectif il est important, pour ne pas dire essentiel, qu'un véritable dialogue démocratique s'engage entre l'opposition et la majorité dans toutes les instances électives. Mais cela ne sera possible que si les leaders de l'opposition mettent en sourdine leurs différends et calment les ambitions personnelles qui les empêchent aujourd'hui de parler d'une seule et même voix sur la place publique. Un défi qui n'a rien d'insurmontable dès lors que l'intérêt collectif l'emporte sur l'intérêt égoïste dans la tête de chacun.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-FMI

Le gouvernement favorable à une reprise rapide des négociations

Des experts du Fonds monétaire international (FMI) ont entamé depuis, quelques jours, une mission d'assistance technique auprès de la République du Congo. De son côté, l'exécutif s'est engagé à relancer des discussions avec « les créanciers » et à poursuivre les réformes.



Les deux parties lors de la précédente mission en février 2020/Adiac

La feuille de route a été tracée par le récent Conseil des ministres, le premier du quinquennat, tenu le 26 mai, au cours duquel le président Denis Sassou N'Guesso a enjoint le gouvernement à tout mettre en œuvre pour reprendre le dialogue avec les partenaires et à rétablir « au plus vite » les grands équilibres macroéconomiques. Le rétablissement de la dynamique de l'économie nécessite l'implication de toute l'équipe gouvernementale, afin de réduire le train de vie de l'État pour des dépenses jugées prioritaires. Cette réforme passe également par l'optimisation du fonctionnement des régies financière et douanière. Le gouvernement espère ainsi renouer avec les partenaires financiers, dont le FMI et la

Banque mondiale. Pour cela, la mission d'assistance technique du FMI, prévue du 24 mai au 4 juin 2021, vise à renforcer le modèle de prévision macroéconomique du pays (PRE-MA-Congo), y compris la prise en main par les cadres en charge de son exploitation et de son développement. Il s'agit, en clair, de faciliter l'appropriation du modèle par les cadres ; procéder à l'endogénéisation de certains prix dans le modèle ; insérer un nouveau module dans le modèle ; automatiser la sauvegarde et la comparaison des scénarii de projection ; actualiser le guide d'utilisation du modèle et de mettre à jour le plan de renforcement du modèle. En raison de la persistance de la pandémie de Covid-19, les

échanges entre les experts et les parties prenantes se tiennent en visioconférence. Les rapports de la mission seront transmis aux autorités congolaises dans un délai de 45 jours, après avis du département des Finances publiques et du département Afrique du FMI. Les discussions entre le gouvernement congolais et l'institution de Bretton Woods pourront reprendre sur les sujets essentiels, tels que : la gestion de la dette que les partenaires souhaitent qu'elle soit soutenable, les réformes des finances de l'État à travers l'optimisation des recettes et des dépenses, l'amélioration de la gouvernance à travers la structure de lutte contre la corruption ; l'investissement dans le social...

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzongi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ZONE CEMAC

Le Gabon lève 175 milliards FCFA pour apurer sa dette intérieure

Le gouvernement gabonais a émis, le 29 mai à Brazzaville, pour le compte du Congo, un nouvel emprunt obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de 175 milliards Fcfa sur le marché financier sous-régional. La somme à collecter servira au pays d'amorcer l'apurement de sa dette intérieure en vue d'accélérer la transformation de son économie.

Pour cette 6^e édition, lancée par le ministre de l'Economie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou, plusieurs investisseurs institutionnels installés au Congo et individualités ont répondu présents. Il s'agit, entre autres, des compagnies d'assurances; des Organismes de placements collectifs en valeurs mobilières; des fonds d'investissements et Assimilés et des petits épargnants. Au total 175 milliards Fcfa seront collectés sur le marché financier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Les fonds à lever permettront au gouvernement gabonais d'engager le processus de paiement de sa dette intérieure due aux créanciers. L'objectif étant de chercher à relancer l'économie nationale asphyxiée par les crises économique et



Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou/Adiac

sanitaire.

« Les fonds à lever dans le cadre de cet emprunt vont servir à soutenir différents volets de l'effort de relance économique post-Covid-19. A ce propos, il convient de relever le paiement de la dette intérieure après les travaux de vérification et

de la validation opérés par la task-force. Il s'agit ainsi d'impacter pas moins de 300 sociétés allant de la petite entreprise aux entreprises majeures de notre économie », a précisé Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou. La période de souscription de l'emprunt va du 21 mai

au 4 juin. La somme est remboursable sur 5 ans, de 2021 à 2026, avec un taux d'intérêt nominal de 6% net par an. Cet emprunt sera restitué par le débit du compte séquestre de l'Etat gabonais intitulé « EOG 6% Net 2021-2026 », ouvert pour la circonstance à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC).

Bonne perspective économique pour le Gabon

Après des efforts consentis par le gouvernement dans les réformes économiques ayant abouti à la signature, en 2016, d'un accord macro-économique triennal avec le Fonds monétaire international (FMI), la situation financière du Gabonais se redynamise et s'améliore depuis 2019. D'après la ministre de l'Economie et de la Relance, la croissance réelle du Gabon est passée de 2,1% en 2016, contre 3,9% en 2019. Le dé-

ficit budgétaire est passé de -6,6% du PIB en 2016 à +1% en 2019.

De son côté, a-t-elle renchéri, le déficit du compte courant s'est établi à -0,8% en 2019, contre -10,4% en 2016. Des bonnes perspectives qui augurent la bonne santé de l'économie gabonaise dans les prochaines années.

« Pour les trois années à venir, le taux de croissance de l'économie gabonaise serait autour de 4%, restant au-dessus de la croissance moyenne de la zone CEMAC. Ce résultat proviendrait du dynamisme de l'activité hors pétrole. Elle bénéficie notamment de la bonne orientation de la production minière, des progrès dans la production agricole avec des résultats appréciables du programme Graine et des initiatives de soutien à la production rurale », a conclu Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou.

Firmin Oyé

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Le gouvernement appelé à relever les défis agricoles industriels

Le chef d'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a invité les membres du gouvernement de la République à relever les défis agricoles, industriels et touristiques, afin de surmonter la crise économique qui sévit dans le monde.

Le président de la République a lancé cet appel lors du dernier Conseil des ministres qu'il a présidé en présentiel. A cette occasion, il a fait savoir que c'est par la mise en œuvre de la politique de diversification de l'économie nationale que cette crise pourra être surmontée. « Le développement de l'agriculture, avec l'installation en cours d'une usine de montage de tracteurs et d'équipements agricoles à Maloukou, est le premier défi à relever », a indiqué le chef de l'Etat, soulignant que ce projet ne sera effectif qu'avec la mise en place d'une véritable filière agricole qui

« **Le développement de l'agriculture, avec l'installation en cours d'une usine de montage de tracteurs et d'équipements agricoles à Maloukou, est le premier défi à relever** »

va s'appuyer sur l'irrigation, l'utilisation des engrais et semences ainsi que sur la commercialisation des produits agricoles.

La mise en service effective des Zones économiques spéciales de Brazzaville, de Pointe-Noire, de Ouessou et d'Oyo-Ollombo, avec le développement de la filière de transformation locale des produits, notamment le bois, permettra au Congo de développer son secteur industriel, a-t-il dit.

Abordant le volet touristique, Denis Sassou N'Guesso a rappelé que le pays a un patrimoine touristique riche et prometteur. D'où, il a évoqué la mise en valeur de la baie de Loango et le développement de l'écotourisme dans les grands parcs naturels disséminés à travers le pays.

Par ailleurs, il a exhorté le gouvernement à faire du projet de société « Ensemble, poursuivons la marche » un véritable bréviaire de l'action de l'exécutif pour le quinquennat qui vient de commencer.

Lopelle Mboussa Gassia

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La Cnop-Congo s'engage à promouvoir l'agriculture familiale

Le président de la Concertation nationale des organisations paysannes et des producteurs agricoles du Congo (Cnop-Congo), Médard Séraphin Ntady, a annoncé, le 29 mai à Brazzaville, l'engagement de son organisation à promouvoir l'agriculture familiale en mettant l'accent sur la planification méthodique.

L'agriculture familiale englobe, en effet, toutes les activités agricoles reposant sur la famille, en connexion avec de nombreux aspects du développement rural. Elle permet d'organiser la production agricole, forestière, halieutique, pastorale ou aquacole qui, sous la gestion d'une famille, repose essentiellement sur la main-d'œuvre familiale, à savoir des hommes ainsi que des femmes.

« La promotion commencera par la planification. Nous allons travailler sur des projets susceptibles de booster ce sous-secteur. Nous veillerons aussi pour que les projets d'appui à l'agriculture familiale soient pris en compte lors de la rédaction de chaque projet agricole », a déclaré Médard Séraphin Ntady.

Soulignant l'importance de ce sous-secteur, le président de la Cnop-Congo a indiqué que l'agriculture familiale est liée de façon indissociable à la sécurité alimentaire mondiale, elle préserve les produits alimentaires traditionnels, tout en contribuant à une alimentation saine et équilibrée, à la conservation de la biodiversité agricole mondiale et à l'utilisation durable des ressources naturelles. L'agriculture familiale peut également être un moyen de stimuler les économies locales. A cet effet, soutenir ce sous-secteur agricole est nécessaire, car cela permet le développement de l'agriculture.

Pour ce faire, la promotion de ce sous-secteur se fera avec le partenariat des Organisations non gouvernementales et celui de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao).

Gloria Imelda Losesele

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Congo va organiser une réunion des ministres de la CEEAC

La secrétaire exécutive de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Marie Chantal Mfoula, a annoncé le 31 mai, à l'issue d'un entretien avec le ministre des Postes et des Télécommunications, Léon Juste Ibombo, la tenue en juin d'une rencontre des ministres en charge des Télécommunications en vue de l'adoption du Plan d'action consensuel de déploiement des infrastructures de communications électroniques de l'Afrique centrale (Pacdice-ac).

Prévue du 26 au 28 juin prochain, cette rencontre a pour objectif d'examiner et d'adopter la méthodologie analytique de priorisation des projets du Pacdice-ac. Il s'agira, entre autres, d'étudier et d'adopter la feuille de route sur la mise en œuvre dudit plan d'action ainsi que d'examiner la déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement sur le développement des infrastructures de communications électroniques de la sous-région.

« Le Congo est très honoré d'organiser cette réunion de haut niveau des ministres en charge des TIC. Lors de cette rencontre, il s'agira de faire participer d'autres structures de l'Union africaine afin que l'Afrique centrale puisse également bénéficier de quelques appuis qui permettront que l'interconnexion au niveau de la sous-région soit non seulement maximisée mais qu'elle soit aussi facilitée », a indiqué le ministre Léon Juste Ibombo. Pour lui, la construction et l'implémentation de ses infrastructures au niveau de la

sous-région est une nécessité. Il est donc important de travailler d'arrache-pied pour que tous les Etats de la sous-région soient interconnectés au réseau très haut débit à fibre optique. « En ce qui concerne le Congo, il nous faut faire en sorte que les nouvelles technologies apportent leurs valeurs ajoutées pour le développement économique de notre pays. De nos jours, il est bien vrai que nous parlons de plus en plus du portefeuille électronique mais tout cela demande d'avoir les infrastructures nécessaires qui en sont la base »,

« Le Congo est très honoré d'organiser cette réunion de haut niveau des ministres en charge des TIC. Lors de cette rencontre, il s'agira de faire participer d'autres structures de l'Union africaine afin que l'Afrique centrale ... »

a-t-il fait savoir. De son côté, Marie Chantal Mfoula, secrétaire exécutive de la CEEAC, a signifié que lors de ce ren-



Le ministre Léon Juste Ibombo échangeant avec Marie Chantal Mfoula/DR

dez-vous il sera question d'assurer la mise en œuvre des différents projets contenus dans ce grand document et prioriser ceux des Etats

tretenus avec le ministre car la CEEAC se propose d'organiser une réunion des ministres en charge des questions des TIC. Le Congo assure la présidence en exercice de la CEEAC et donc nous voulons nous assurer de sa disponibilité pour qu'en mois de juin puisse être organisée cette réunion sur les TIC », a-t-elle déclaré. « Nous comptons sur le Congo pour promouvoir la sous-région dans les TIC afin que nous puissions mobiliser plus de moyens pour ce secteur très important pour le développement économique de nos pays. Notons que la réunion des ministres en charge des Télé-

communications de la CEEAC se tiendra en visioconférence compte tenu des contraintes marquées par la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19 », a indiqué Marie Chantal Mfoula.

La rencontre réunira les experts des Etats membres de la CEEAC, les représentants des autorités de régulation du secteur des télécommunications, des agences nationales des infrastructures numériques, l'Union africaine des télécommunications, le bureau de zone de l'Union internationale des télécommunications pour l'Afrique centrale...

Gloria Imelda Lossele

BASSIN DU CONGO

Les experts de la CICOS adoptent le plan d'action 2021

Le comité de direction de la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS) a tenu, du 26 au 28 mai par visioconférence, sa 16^e session ordinaire, sous la présidence de son secrétaire général, Enaw née Judith Efundem Agbor.

Plusieurs points importants ont été validés dans le plan technique. Il s'agit, entre autres, de l'état des lieux et du diagnostic de la gestion des déchets dans les principaux ports fluviaux dont l'objectif est d'assurer la gestion des déchets en vue d'améliorer la qualité de l'environnement portuaire et des voies d'eau intérieures. Aussi, le règlement commun relatif à la collecte, à l'évacuation et à la réception des eaux usées et ordures provenant des unités fluviales affectées à la navigation intérieure dans l'espace CICOS.

Le comité de direction a également validé les statuts de l'Ecole régionale de formation aux métiers de la navigation intérieure, « ERFMNI » en sigle, ainsi que le manuel des procédures et les nouvelles maquettes de formation. Les experts des Etats ont salué les efforts du secrétariat général qui a permis d'obtenir l'agrément de l'école dans le pays de siège. Ils ont néanmoins exprimé leur inquiétude quant à l'autonomisation de celle-ci, au regard du non recouvrement des contributions financières

des Etats, depuis la mise en route du processus de son développement pérenne. Le comité de direction a recommandé en conséquence, qu'un mécanisme concret de mobilisation de financement de l'ERFMNI soit mis en place.

Validant également tous les dossiers financiers, le comité de direction a approuvé le projet de budget de la Cicos, exercice 2021. Quant aux affaires à caractère général, le comité de direction a validé les rapports d'activités des années précédentes et

approuvé après quelques amendements le programme d'activités 2021, ainsi que l'étude portant sur la réforme institutionnelle.

Les difficultés de fonctionnement persistent

Evoquant les difficultés de fonctionnement du secrétariat général de la Cicos, les membres du comité de direction ont épinglé la situation de l'immeuble abritant le siège de l'institution ainsi que la résidence du secrétaire général, dont le problème demeure sans solution.

Le secrétariat général a rapporté les engagements pris par les autorités du pays de siège, suite à la visite du

président du comité des ministres en mars 2020. Cependant, les représentants du pays siège ont rassuré l'assistance sur les démarches en cours, pour faire aboutir ces engagements.

Quant à la question portant sur la désignation du pays qui va occuper le poste de secrétaire général, l'actuel étant arrivé en fin de mandat, les experts des Etats membres ont préféré s'en remettre à la discrétion du comité des ministres. Ce comité qui se réunira du 1^{er} au 2 juin prochain, pour sa 15^e session ordinaire au cours de laquelle tous ces dossiers seront soumis à son adoption.

Guillaume Ondze

PÊCHE MARITIME

Les cadres et techniciens acquièrent les notions de base

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a ouvert le 31 mai un séminaire de formation de base à la gestion durable des pêches. Cette rencontre va se poursuivre jusqu'au 4 juin prochain.

Fruit de la coopération entre le gouvernement congolais, l'Union européenne (UE) et l'Agence française de développement (AFD), le séminaire de formation de base à la gestion durable des pêches s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'amélioration des conditions d'exercice de la pêche maritime et de la durabilité de sa gestion au Congo.

Faisant le point à mi-parcours de la mise en œuvre du projet, son chef, l'expert technique international résident, Babacar Ba, a rappelé qu'il s'agit d'une composante du Programme d'extension et de mise à niveau environnementale des infrastructures du Port autonome de

Pointe-Noire. Le but étant de consolider l'environnement économique et commercial du port par un accès durable à des infrastructures portuaires performantes et une gestion halieutique pérenne. « *J'invite les participants à prêter une attention particulière au formateur afin de profiter de son expertise mais également de sa grande expérience du secteur de la pêche en Afrique et particulièrement au Congo* », a-t-il invité.

Le ministre en charge de la pêche, a, quant à lui, souligné que ce projet participe à la bonne gouvernance du secteur de la pêche et de l'exploitation durable et responsable de la ressource ha-



séminaire de formation de base à la gestion durable des pêches/Adiac

lieutique. « *Le secteur pêche a besoin, pour sa bonne gouvernance, des cadres et techniciens formés, qualifiés, bien outillés et rompus, ayant une bonne et parfaite connaissance des us et pratiques professionnels* », a indiqué Paul Valentin Ngobo.

La présente formation qui précède d'autres étapes ul-

térieures de formations plus spécialisées est, a-t-il rappelé, une des opportunités offertes aux responsables, cadres et techniciens du secteur. Car elle permet notamment aux nouveaux cadres de disposer des rudiments de base nécessaires dans le domaine de la gestion durable des pêches, de développer

des mesures de gestion pour la pêche industrielle pélagique et de la pêche chalutière, ainsi que pour la pêche artisanale professionnelle. Il a enfin exhorté les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de se doter des outils nécessaires en océanographie/halieutique.

Parfait Wilfried Douniama

TRIBUNE LIBRE

Le Congo face aux défis de développement

De manière générale, tous les pays au monde aspirent au développement pour le bien-être de leurs populations. Le Congo qui s'inscrit également dans cette perspective tente de s'imposer de mesures drastiques pour surmonter les défis auxquels il est confronté actuellement pour rétablir, au plus vite, les grands équilibres macroéconomiques en décrépitude. C'est, sans doute, le sens à donner aux grandes orientations du président de la République lors du conseil des ministres tenu la semaine dernière au Palais du peuple.

Les défis à relever sont nombreux et identifiés. Les objectifs qui devront impérativement être atteints, à brève échéance, vont de l'amélioration du climat des affaires aux aspects sécuritaires du pays en passant par la construction ou la réhabilitation des infrastructures et la révolution agricole, notamment. L'offre en énergie électrique, la mise en place effective de l'assurance maladie et la formation qualifiante de la jeunesse ne sont pas en reste. De même, le Congo entend mettre un accent particulier sur le développement d'une diplomatie économique innovante, fondée sur les atouts dont regorge le pays en termes de richesses naturelles. Cette feuille de route que le président de la République a assignée à l'équipe gouvernementale, à court terme, montre à suffisance l'immensité de la tâche de l'exécutif. Ce ne sera pas une sinécure, pour peu que le gouvernement s'attèle à atteindre les objectifs fixés.

Cependant, « il n'y a rien pour rien dans la vie » dit l'adage. Maintenant que les dirigeants s'engagent à remplir leur part de « contrat social », il revient désormais au peuple de se mobiliser pour en faire de même. Les Congolais qui rêvent à juste titre au développement de leur pays devraient comprendre que le bien-être auquel ils aspirent ne viendrait pas du ciel, loin s'en faut. Il est plutôt la résultante d'un travail accompli avec sérieux et rigueur. D'ailleurs, aucun pays au monde ne s'est développé en se laissant aller à la paresse. Bien au contraire, la construction d'un pays est forcément l'aboutissement d'un travail permanent et appliqué. Dans cette optique, on pourrait dire que le travail est le moteur de la vie.

Il importe de comprendre dès à présent que le bien-être que nous appelons de tous nos vœux a un prix : c'est le travail. Malheureusement certains de nos compatriotes n'accordent pas ou peu d'importance au travail pourtant source de toute évolution et de tout développement. Il suffit de visiter les administrations congolaises pour s'en rendre compte. Il n'est pas étonnant de constater que la plupart des agents passent des jours entiers, voire des mois, sans se rendre à leur poste de travail, alors qu'ils ne sont ni en congé, ni permissionnaires. D'autres y arrivent toujours en retard mais le quittent très tôt, après avoir traîné dans les couloirs pour des causeries inutiles, si ce n'est pour la vente de quelques babioles.

Cette inconscience professionnelle, caractérisée notamment par l'absentéisme, la nonchalance ou les retards au travail, est le véritable frein au développement de notre pays. Le paradoxe inouï est que généralement ces paresseux sont les premiers devant les guichets dès qu'ils apprennent que les salaires sont virés, du moins pour les fonctionnaires.

Valentin Oko

ENVIRONNEMENT

L'UE finance deux projets d'observation indépendante des forêts au Congo

Le ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo et l'ambassadeur de l'Union européenne au Congo, Raul Mateus Paula, ont lancé à Brazzaville deux projets d'observation indépendante des forêts dans le cadre de l'accord de partenariat volontaire-APV FLEGT.

Les deux nouveaux projets sont intitulés : « Appui à la société civile pour l'amélioration de la gouvernance forestière en République du Congo à travers le système normalisé d'observation indépendante externe (Pasgof-Snoie Congo) » et l'« Observation indépendante de l'application de la loi et de la gouvernance forestière dans le cadre de l'APV FLEGT au Congo (OI-APV FLEGT) ».

Le projet Pasgof-Snoie Congo a bénéficié du soutien financier de l'Union européenne, qui s'élève à 2.300.000 euros. Il contribue à l'appui des organisations de la société civile congolaise, membres de la plateforme pour la gestion durable des forêts (PGDF). Ce projet œuvre également à l'amélioration de la gouvernance forestière en faveur d'une gestion durable, inclusive et transparente des ressources naturelles.

« *Les deux subventions estimées à huit cent mille euros, soit environ cinq cent vingt-cinq millions de francs CFA et neuf cent quatre-vingt-quatre mille vont permettre de poursuivre le développement de systèmes, approches, méthodologies et outils d'observation indépendante des forêts. L'APV FLEGT est un accord ambitieux qui nécessite l'implication, la participation et la collaboration de toutes les parties prenantes pour atteindre les objectifs communs fixés. L'observation indépendante des forêts sera en-*

core plus forte, professionnelle et crédible... », a rappelé Raul Mateus Paula.

Par contre ces deux projets travaillent pour relever plusieurs défis dont, entre autres, le développement des partenariats multi-acteurs souples, la garantie d'un transfert durable des compétences et un partage d'expérience tout au long de la mise en œuvre de l'action pour renforcer l'autonomisation des organisations de la société civile nationale et locale, la mise en place d'un système de suivi par les citoyens sur le contrôle des forêts par l'État, ce qui les rendra moins vulnérables à la corruption et augmentera la crédibilité des efforts de contrôle.

Ils auront aussi à recourir à une nouvelle technologie satellitaire (Flegt Watch), puis rendront publiques les infractions forestières et diffuseront les cas de non-application de la législation nationale sur les plateformes en ligne. Ils faciliteront le déploiement du système normalisé d'observation indépendante externe au Congo pour améliorer la transparence et la démocratisation des informations requises par les différentes parties prenantes.

« *Pour ce qui concerne l'APV, l'implication de la société civile a été un gage de transparence qui a animé le gouvernement dans la gestion des ressources forestières* », a reconnu la ministre Rosalie Matondo.

Fortuné Ibara

SANTÉ

Le CNTS bientôt doté d'un système numérique de gestion des banques de sang

Le format web de cette application conçue par le responsable de la société CHI-Tech, Chirel Mongo, sera présenté sous peu à la direction générale du Centre national de transfusion sanguine (CNTS).

Le CNTS pourrait se doter, dans un proche avenir, d'une application mobile visant à faciliter l'accessibilité des poches de sang. Une rencontre tripartite s'est tenue le week-end dernier dans l'optique d'harmoniser les points de vue. Dénommé système de gestion des banques de sang, ce logiciel permettra au CNTS, à en croire son concepteur, de gérer en temps réel toutes les banques de sang sur toute l'étendue du territoire national, mais surtout de limiter la mobilité des usagers dans la quête de poches.

« Nous avons constaté que les populations, dans le besoin, sont souvent obligées d'aller çà et là pour chercher le sang. Nous allons travailler avec le CNTS pour que ce projet pallie ce problème et facilite l'accessibilité des poches. Le Congo s'alignant dans le processus d'arrimage au numérique, nous pensons

que ce projet répondra à un défi présent », a indiqué le concepteur de l'application, Chirel Mongo.

Un projet positivement apprécié par le directeur général du Centre national de transfusion sanguine, le Dr Oscar Serge Mokono : « C'est assez encourageant de voir des jeunes congolais qui se démarquent et osent, afin d'apporter des solutions pertinentes aux maux qui minent notre société. Ce projet mérite une attention particulière et une touche technique pour qu'il devienne un outil indispensable pour notre société. Nous sommes donc disposés à conjuguer nos forces pour que cela voit le jour et que nous soyons fiers de promouvoir et utiliser un produit exclusivement congolais », a-t-il fait savoir. Partenaire du CNTS, depuis des années, l'association « Les jeunes cadres » a voulu montrer, à travers son



Le DG du CNTS posant avec le concepteur de l'application et la délégation de l'association « Les jeunes cadres »./DR

plaidoyer, que la jeunesse congolaise est capable de participer au développement inclusif et durable du pays. « C'est dans cet élan que nous avons plaidé pour ce jeune jusqu'à faire en sorte que le directeur général du CNTS nous reçoive pour qu'on le lui présente. Nous sortons de là satisfaits, car force est de constater le patriotisme qui anime ce

directeur et son appétence à accompagner les innovations pertinentes en répondant aux maux qui minent son entité. Nous encourageons, plaidons, orientons les jeunes, car nous pensons que notre potentiel intrinsèque doit être exploité à bon escient », a expliqué le président de cette association, Florian Koulimaya. Cette rencontre, qui a éga-

lement connu la participation des acteurs de la société civile, visait également à conjuguer les forces pour préparer la célébration de la Journée mondiale des donneurs de sang du 14 juin prochain. L'objectif est d'atteindre 1000 participants pour alimenter efficacement le CNTS et sauver des vies entières.

Parfait Wilfried Douniama

COVID-19

Les élus locaux de Brazzaville sensibilisés à l'importance de la vaccination

Les conseillers municipaux et départementaux de la ville de Brazzaville ont été prévenus sur les bienfaits de la vaccination contre la Covid-19 par le docteur Jean Claude Emeka, président de la commission prévention, contrôle des infections, mobilisation sociale et communication sur les risques.

Les élus locaux ont été informés que les vaccins anti-Covid-19 confèrent une protection contre la maladie en déclenchant une réponse immunitaire contre le virus. L'immunité acquise grâce à la vaccination réduit le risque de développer la maladie et ses conséquences.

« Les élus locaux ont le mandat des communautés de Brazzaville. Tout au début de la vaccination, il y a eu engouement, mais après, les communautés se sont entrelacées et ne viennent plus dans les centres de vaccination. Les conseillers municipaux et départementaux doivent interioriser cela car nous visons l'immunité col-

lective, il faut que nous vaccinions plus de quatre millions des Congolais », a indiqué le Dr Jean Claude Emeka.

L'immunité acquise au terme de la vaccination aide à combattre le virus et peut également protéger les personnes autour de vous, car si vous êtes protégé contre l'infection et la maladie, vous êtes moins susceptible d'infecter les autres. Il est donc important de protéger les personnes à risque de développer une forme sévère de Covid-19, tels que les soignants, les personnes âgées et les personnes atteintes d'autres maladies.

Le travail de communication menée par ladite commission face à la vaccination contre la



Une vue des élus locaux de Brazzaville lors de la séance de sensibilisation/Adiac

Covid-19 est élargi à l'endroit des chefs de quartier, religieux, médecins chefs de district de santé, des conseillers municipaux, etc.

« Nous utilisons parfois dans nos quartiers respectifs des mégaphones pour sensibili-

ser les communautés. Le peu de moyens que nous avons, nous le mettons au bénéfice de tout le monde », a reconnu Pauline Issongo, conseillère municipale.

Signalons que le président de la commission prévention,

contrôle des infections, mobilisation sociale et communication a mis en garde les communautés de Brazzaville sur une éventuelle circulation des variants de la Covid-19 et le respect des mesures barrières.

Fortuné Ibara

VIE ASSOCIATIVE

Julien Philippe Mvouo crée l'AJMD

La Jeunesse en marche pour le développement (AJMD) a fait sa sortie officielle le 29 mai à Brazzaville. L'organisation de jeunes prône l'épanouissement des jeunes et combat les antivaleurs en cedit milieu, en vue de faire d'eux des citoyens exemplaires et responsables.

«La Jeunesse en marche pour le développement » est une organisation juvénile. Présidée par Julien Philippe Mvouo, elle milite pour l'émergence d'une élite congolaise jeune, avec entre autres objectifs de former les jeunes au numérique où il entend initier plus de 500 jeunes aux métiers secondaires.

L'AJMD s'est assignée aussi la mission d'accompagner les jeunes diplômés dans la quête de l'emploi, de les aider dans leur réinsertion scolaire, académique et professionnelle. De même, l'association s'occupe de l'insertion sociale des jeunes mères désœuvrées.

« Notre ambition est aussi grande qu'élevée, car elle traduit notre volonté de prendre en main la condition existentielle de notre jeunesse afin de la sortir de l'oisiveté, de la guérir de l'esprit de facilité, la protéger des dérives de la drogue, des violences, de la préserver des furies et de l'instrumentalisation », a signifié le coordonnateur de l'association, Julien Philippe Mvouo.

Sur le terrain, a-t-il martelé, l'AJMD se chargera d'apprendre aux jeunes les règles de citoyenneté, notamment la citoyenneté civile, sociale et politique, question de la sortir "du nuage du repli identitaire qui



Julien Philippe Mvouo

met à mal l'unité nationale".

Au-delà de tout, estime le coordonnateur de l'association, la vision de son organisation est de donner aux jeunes congolais l'opportunité de s'auto-prendre en charge à travers la maîtrise des petits métiers manuels, l'agriculture, l'élevage et la pêche. L'objectif de l'association est de rendre les jeunes autonomes.

L'AJMD se donne également la responsabilité de combattre les antivaleurs et de lutter contre l'incivisme ainsi que tous les maux et fléaux qui gangrèment la jeunesse.

Quelques autorités publiques ont assisté à la sortie officielle de l'Association jeunesse en marche pour le développement, dont la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Inès Bertille Nefer Ingani.

Firmin Oyé

VACCINATION COVID-19

Des annonceurs renforcent leur capacité communicationnelle

Le directeur départemental de la santé de Brazzaville, le médecin colonel, Jean Claude Mobousse, a ouvert le 31 mai la formation des crieurs sur le thème « Communication en lien avec la vaccination contre la covid-19 » à Brazzaville.

Le but est de renforcer leurs capacités sur les techniques de communication au sein de leurs communautés. La formation vise également à présenter les avantages du vaccin, l'importance des gestes barrières afin d'inciter la population à adhérer à la campagne de vaccination.

Au total, plus de deux cents crieurs prennent part à cette formation de sensibilisation.

Le médecin-colonel, Jean Claude Mobousse, a indiqué dans son allocution que les enseignements donnés sur la vaccination permettront de sensibiliser la population au changement de mentalité.

« Chaque citoyen doit se faire vacciner et prendre ses deux doses de vaccins. Nous voulons vacciner plus de 70% de la population congolaise, gagner l'immunité collective afin que la population soit protégée », a-t-il déclaré.

Il a appelé les équipes de sensibilisation à véhiculer l'information afin de changer le comportement de la population. Le vaccin est issu d'une organisation pour amener la population à sauver leur vie. Le président de la commission, prévention, contrôle des infections, mobilisa-

tion sociale et communication sur les risques, le Dr Jean Claude Emeka, a, de son côté, présenté les missions des annonceurs, les statistiques globales de la vaccination ainsi que la situation épidémiologique au Congo.

Les annonceurs bénéficieront des connaissances nécessaires qui leur permettront d'informer chaque citoyen à comprendre la pertinence et l'intérêt de la vaccination afin de protéger les autres.

les participants ont été édifiés sur les missions qui leurs sont assignées durant cette campagne. Parmi celles-ci figurent celles d'apporter le message contenant de vraies informations à la population ; d'améliorer leur niveau de connaissance et de perception du vaccin ainsi que d'inciter la population à adopter une attitude favorable à la vaccination et à l'acceptation de se faire vacciner.

Le Dr Jean Claude Emeka a annoncé à cette occasion que les départements de Brazzaville, Pointe-Noire et de la Cuvette sont impliqués dans cette campagne de vaccination contre la maladie du coronavirus.

Au total, 74. 882 personnes ont reçu le vaccin Sinopharm et Spoutnik, soit 59 659 pour le premier et 15 223 pour le second. Le Congo a enregistré 68 nouveaux cas de coronavirus, 731 cas actifs et 154 décès.

Lydie Gisèle Oko

INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

Les personnes vivant avec handicap formées aux métiers des NTIC

Dans le cadre du projet d'insertion socio-professionnelle des handicapés, le Groupement des intellectuels et ouvriers handicapés du Congo (Giohac) a organisé une formation sur différents domaines des nouvelles technologies de l'information et de la communication en faveur de cette couche à Brazzaville.

La maintenance des ordinateurs, réseau et télécommunication, base de données, bureautique sont des domaines dans lesquels les personnes vivant avec handicap, homme et femmes, ont été formées sur initiative de la Giohac avec l'appui de ses partenaires. « Cette formation n'a pas été du temps perdu mais une occasion d'insertion dans la société et dans le

monde du travail », a expliqué le président du Groupement des intellectuels et ouvriers handicapés du Congo, Ghislain Serge Kimbouanga, qui a, par ailleurs, précisé que cette formation a été financée par l'église vaudoise italienne.

« Ce que nous avons appris renforce nos compétences pour mieux nous faire valoir sur le marché de l'emploi »,



Organisateurs et bénéficiaires de la formation

ont fait savoir les bénéficiaires après avoir reçu les attestations sanctionnant la formation.

La formation qui vient de s'achever a été précédée par d'autres, notamment en pâtisserie, en coupe et couture, a rappelé Ghislain Serge Kimbouanga. Pour des formations à venir, le président a lancé un appel aux personnes de bonne volonté pour les accompagner dans l'initiative visant à proposer des formations aux personnes vivant avec handicap afin de faciliter leur insertion socio-professionnelle.

Rominié Makaya

FORMATION POUR ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le cabinet ECIFORM organise des formations au profit des agents des entreprises privées et des administrations publiques dans les domaines suivants :

- Secrétariat et assistantat de direction
- archivage et classement
- Fiscalité
- comptabilité et finances
- Passation des marchés...
- gestion des projets
- suivi-évaluation
- Gestion de stock et des approvisionnements
- Gestion commerciale et marketing...
- GRH
- Métiers de la banque
- Finances publiques
- Métier de protocole
- Rédaction administrative...

Contactez nous au : Tél: 00242 06 621 49 60 - Email : contact@eciform-services.net

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE FORMULE DE

jeune **afrique**

N° 3101 - JUIN 2021



HOMMAGE
BÉCHIR BEN YAHMED
 1928-2021
 Une histoire africaine

MAROC
MOSTAFA TERRAB :
 « Le futur d'OCP, c'est le développement vert »

INTERVIEW EXCLUSIVE
KAGAME : « Le Rwanda n'est pas une monarchie »



DISPONIBLE DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX !

Retrouvez également
 toute l'actualité africaine
 sur le site et les applications
 de Jeune Afrique

www.jeuneafrique.com



DIPLOMATIE

Le Tchad accuse l'armée centrafricaine d'avoir tué ses soldats

Les Forces armées centrafricaines (Faca) ont attaqué, le 30 mai, le poste militaire basé à proximité de la frontière centrafricaine, a affirmé, dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger.

D'après le communiqué, « les assaillants lourdement armés ont tué un soldat tchadien et en ont blessé cinq. Cinq autres ont été enlevés pour être ensuite exécutés à Mbang du côté centrafricain ».

La direction générale de la gendarmerie centrafricaine a saisi l'ambassade du Tchad à Bangui pour que les autorités tchadiennes « récupèrent, auprès du chef de village de Mbang, les dépouilles de cinq Tchadiens faits prisonniers et exécutés par l'armée centrafricaine », a ajouté le gouvernement tchadien.

Selon N'Djamena, « Ce crime de guerre, d'une gravité extrême et cette attaque meurtrière préméditée, planifiée et opérée à l'intérieur du Tchad, dont seul le gouvernement centrafricain en connaît les raisons, ne sauraient rester impunis ».

Le Tchad tient le gouvernement centrafricain « entièrement responsable des conséquences de cette agression caractérisée que rien ne justifie au moment où les deux pays cherchent à mutualiser leurs efforts pour relever les défis sécuritaires communs, et à renforcer la coopération bilatérale comme l'atteste la tenue à Ndjamen, au mois de décembre 2019, de la dernière Commission mixte Tchad-RCA. Le Tchad prend à témoin la communauté internationale, notamment, la Minusca, l'Union Africaine et la CEEAC, de cette grave agression dont il est la cible », a précisé le document du ministère des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger.

Yvette Reine Nzaba

MALI

La classe politique se réjouit des décisions de la CEDEAO

Suite aux décisions prises, le 30 mai, par les chefs d'Etat de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), lors d'un sommet extraordinaire au Ghana, de suspendre le Mali de l'organisation sous-régionale, les personnalités politiques sont soulagés qu'aucune sanction économique n'ait été prononcée à l'encontre du pays.

Les chefs d'Etat de la CEDEAO ont décidé de sanctions limitées contre les auteurs du récent coup d'Etat survenu à Bamako. L'organisation sous-régionale réclame, par ailleurs, la nomination d'un Premier ministre civil ainsi que la formation d'un gouvernement inclusif pour poursuivre les réformes, tout en se gardant d'autres sanctions.

Après de longues discussions, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé « de suspendre le Mali des institutions de la CEDEAO, appellent à la nomination immédiate d'un Premier ministre issu de la société civile ».

Ils ont exigé l'organisation d'élections législatives et d'une présidentielle d'ici le 27 février 2022, selon le communiqué publié à l'issue de leur rencontre.

Pour Hamidou Doumbia, secrétaire politique du parti Yéléma qui a condamné le coup de force, « ces décisions ne compromettent pas les pauvres citoyens qui auraient pu subir les conséquences des actes

qu'ils n'ont pas posés ».

Du côté du M5-RFP, à qui le poste de futur Premier ministre a été promis, une réunion est prévue pour définir une position commune. Mais pour un cadre du mouvement, le soutien de la CEDEAO pour accompagner le processus de transition en ne réclamant pas un nouveau président est un bon signal.

Enfin, pour l'Adema, le respect des délais fixés en septembre dernier est primordial. Pour le secrétaire politique du parti, il s'agit aujourd'hui « de travailler afin que cette période d'exception dure le moins longtemps possible ».

Selon un chronogramme défini par l'ancien exécutif de transition, la future élection présidentielle doit se tenir le 27 février 2022. Une date que la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest exhorte à maintenir.

Le nouveau coup de force au Mali était survenu lundi dernier lorsque les militaires avaient arrêté le président de la transition,

Bah N'Daw et son Premier ministre Moctar Ouane. Les deux hommes avaient « démissionné » deux jours plus tard dans des lettres remises au médiateur de la CEDEAO par les auteurs du coup d'état eux-mêmes.

Le colonel-major Assimi Goïta, chef des putschistes, a ensuite été proclamé président de la transition par une décision de la Cour constitutionnelle que la CEDEAO a décidé de ne pas remettre en cause à l'issue du sommet.

Condamné par les partenaires du Mali, ce nouveau coup d'état qui intervient neuf mois seulement après l'éviction, par le même groupe d'officiers, de l'ancien président Ibrahim Bouba Keita a été critiqué par la France, ancienne puissance coloniale, dont plus de cinq mille soldats combattent les groupes jihadistes dans le nord du pays.

Dans une interview publiée quelques heures avant le sommet de la CEDEAO, le président français, Emmanuel Macron, a averti que Paris « ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition ». Il a aussi menacé de retirer les troupes françaises du pays, si le pouvoir à Bamako allait « dans le sens » d'un islamisme radical.

Y.R.Nz.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA RELANCE

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

" EOG 6% NET 2021-2026 "

ÉMETTEUR : ÉTAT GABONAIS

PERIODE DE SOUSCRIPTION : DU 21 MAI AU 03 JUIN 2021

MONTANT DE L'ÉMISSION : **175** MILLIARDS DE FCFA

TAUX D'INTÉRÊT : **6%**

NET/AN SUR CINQ (5) ANS.
* EXONÉRÉ D'IMPÔT POUR TOUS LES RÉSIDENTS DE LA ZONE CEMAC

Accélérons la transformation de notre économie

Nombre de titres : 17 500 000 d'obligations. Valeur nominale : 10.000 FCFA. Minimum de souscription : 50 titres. Amortissement : Linéaire quatre (4) ans et un différé d'un (1) an. Maturité : Cinq (5) ans. Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne sur les marchés financiers de la zone CEMAC, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) sous le numéro COSUMAF-APE-02/2021

Arrangeur & Chef de file



Co-Arrangeurs



Co-Chefs de file



Cotation



Syndicat de placement



FINANCIA CAPITAL



AFRICA BRIGHT



www.empruntobligatairegabon2021.com

OPÉRATION BARKHANE/COVID -19

Emmanuel Macron menace de retirer les troupes françaises au Mali

Dans une interview accordé au « journal du dimanche », le président français serait prêt à retirer les militaires français, au cas où le Mali allait « dans le sens » d'un islamisme radical, à l'occasion de son récent voyage au Rwanda et en Afrique du Sud.

Le Mali vient de subir un deuxième coup d'Etat, en neuf mois. Emmanuel Macron a affirmé que la France pourrait retirer ses troupes au cas où ce pays allait « dans le sens » d'un islamisme radical. C'était dans un entretien au Journal du dimanche. La République française, qui compte 5.100 hommes dans l'opération Barkhane, soutient le Mali face à une poussée djihadiste dans sa partie nord. Cela a plongé le pays dans une crise sécuritaire. Paris, comme l'Union européenne (UE), a dénoncé un « coup d'Etat inacceptable », après l'arrestation du président Bah Ndaw et du

Premier ministre, Moctar Ouane, décidée par l'homme fort du pays, le colonel Assimi Goïta.

« Au président malien, Bah N'Daw, qui était très rigoureux sur l'étanchéité entre le pouvoir et les djihadistes, j'avais dit: « L'islamisme radical au Mali avec nos soldats sur place ? Jamais de la vie! Il y a aujourd'hui cette tentation au Mali. Mais si cela va dans ce sens, je me retirerais », a mis en garde le président français. Il a indiqué également avoir « passé le message » aux dirigeants d'Afrique de l'ouest. A savoir, qu'il ne resterait pas aux côtés d'un pays « où il n'y a plus de



légitimité démocratique ni de transition ». Emmanuel Macron ajoute, avoir dit, depuis trois ans, au sein de plusieurs Conseils de défense que la France devrait « penser à la sortie ». Les dirigeants ouest-africains se sont ré-

Le président français, Emmanuel Macron/DR unis, le 30 mai, pour prendre une décision à la question épineuse de leur réponse au double putsch militaire, en neuf mois. « Au sommet de Pau, j'ai préparé un chemin de sortie. Je suis resté à la demande des États,

parce que je pensais que la sortie était un point de déstabilisation. Mais la question se pose et nous n'avons pas vocation à rester éternellement là-bas », a-t-il rappelé. Il met en garde contre un échec d'une politique de développement en Afrique. Ajoutant : « Je le dis avec lucidité, si nous sommes complices de l'échec de l'Afrique, on aura des comptes à rendre, mais on le paiera aussi cher, notamment sur le plan migratoire ». Il appelle donc à « investir massivement » après la Covid-19 « avec l'équivalent d'un plan Marshall ». A la communauté internationale, Emmanuel Macron demande « la générosité de dire qu'on efface une partie de la dette pour aider les Africains à bâtir leur avenir ».

Noël Ndong

«MOKO»

Nouvel album de Lokua Kanza

Après 11 ans d'absence sans aucune sortie d'album, l'artiste compositeur Lokua Kanza fait paraître «Moko» (Universal Afrique). Un opus dans lequel le musicien renoue avec son goût de l'aventure et de la rencontre vers une créolisation heureuse et une universalité musicale



Lokua Kanza/Félix Péa

La sortie officielle est prévue pour le 4 juin prochain. A travers ce nouvel album, Lokua Kanza livre aux mélomanes un rêve plus vaste encore, une sorte de résumé d'une carrière portée sans relâche par ce goût de l'aventure et de la rencontre.

Parmi les caractéristiques de cet opus, notons qu'il a été enregistré dans 12 pays différents (République Démocratique du Congo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Afrique du Sud, Nigeria, Hongrie, Brésil, USA, Inde, Angleterre, France) ; chanté dans 14 langues, avec le concours d'une centaine de musiciens, dont ceux de l'orchestre symphonique de Budapest dirigé par Chris Walden. Lokua Kanza consacre, par cette œuvre, une vision puissante et généreuse de la compatibilité entre essences musicales diverses, mais sans jamais se détourner de sa fonction de troubadour chantant l'amour avec ce romantisme im-

maculé n'appartenant qu'aux plus grands.

Mû par la crainte de tourner en rond, de refaire ce qu'il a déjà accompli, l'artiste innove ainsi en associant rythme mongo et guitare mandingue, rumba et mbalax, bossa brésilienne et majesté symphonique, tout en rassemblant autour de lui certains de ses plus fidèles compagnons, Ray Lema, Wassiss Diop ou feu Manu Dibango, avec lequel il a enregistré Le titre «Nobody cares». C'est à ce prix, et au terme de 8 années de concentration, qu'il parvient à nous faire entendre des émotions que nous avons tous en commun. Mais aussi de croire à une utopie, dont nous avons tous besoin. Une fois de plus, par cet album, la citation de l'artiste demeure d'actualité : « On me disait : « ta musique n'est faite ni pour le Noir, ni pour le Blanc ». J'ai prouvé qu'elle était pour tous les humains ».

Marie Alfred Ngoma

RDC

Plus de 40 personnes tuées par les rebelles ougandais des ADF

Plus de 40 personnes ont été tuées dans la nuit de dimanche à lundi dans des attaques menées par les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) dans deux villages de la province de l'Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), selon les autorités locales.

Ces attaques sont survenues dans les villages de Tchabi et de Boga au sud-ouest de la ville de Bunia, chef-lieu de la province. Au moins 45 corps ont déjà été récupérés sur les lieux des attaques, a confié à Xinhua par téléphone Wilson Mugara, député provincial. Le porte-parole de l'armée congolaise en Ituri, le

lieutenant Jules Ngongo, a confirmé les attaques dans les deux villages mais dit attendre le dernier bilan pour s'exprimer sur le sujet.

Les assaillants ont incendié des maisons et enlevé plusieurs personnes, alors que le bilan risque de s'alourdir car les fouilles se poursuivent pour retrouver

d'autres corps, selon les médias locaux.

Actives dans cette partie du pays depuis des décennies, les ADF ont multiplié leurs attaques depuis le début de cette année sur le territoire de Beni, dans la province voisine du Nord-Kivu, mais aussi dans une partie de l'Ituri.

Face à l'insécurité croissante dans cette région, le président de la RDC Félix Tshisekedi a décidé fin avril de décréter l'état de siège dans ces deux provinces.

COVID-19

L'Afrique dépasse les 4,83 millions de cas selon le CDC

Le nombre de cas confirmés d'infections au coronavirus en Afrique a atteint 4.830.229 le 31 mai, a indiqué le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (le CDC Afrique).

Le CDC Afrique, qui est l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine, a déclaré que le bilan de la pandémie était de 130.451

morts, tandis que 4.365.227 patients à travers le continent se sont remis de la maladie.

L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, l'Éthiopie et l'Égypte sont les pays comptant le plus de cas sur le continent, selon le CDC Afrique.

L'Afrique du Sud a enregistré les cas les plus élevés de Covid-19 en Afrique avec 1.659.070 cas, tandis que deux pays d'Afrique du

Nord - le Maroc et la Tunisie - ont signalé respectivement 519.108 et 344.688 cas lundi.

En nombre de cas, l'Afrique australe constitue la région la plus touchée du continent, suivie des zones nord et est du continent, tandis que l'Afrique centrale est la région la moins touchée du continent, selon le CDC Afrique.

Xinhua

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Ipangui Ibara Midondo, je désire désormais être appelé Ipangui Ibara Oscar. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

NÉCROLOGIE



M. Grégoire Bonassidi et la famille Djambou ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, Glen Joavy Thimothée Bonassidi Kinganga (Timo), étudiant en 2^e année HSE à l'EAD, survenu le 24 mai à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial à Madibou, derrière le Lycée agricole Amilcar Cabral. L'inhumation aura lieu le mercredi 2 juin 2021 au cimetière familial à Loua.

ERUPTION DE NYIRAGONGO

R2Congo au secours de la population de Goma et ses environs

Les femmes leaders de la RDC s'apprêtent à acheminer des dons récoltés par leurs ONG au profit des populations victimes de l'éruption volcanique.

Les femmes leaders de la République démocratique du Congo (RDC) établissent un travail en synergie en vue de venir en aide aux populations victimes de l'éruption volcanique de Goma et de ses environs. Lors d'une réunion tenue le 29 mai au cabinet de la vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable (VPM-MEDD), Eve Bazaïba Masudi, elles ont établi les bases pour ce travail en synergie.

A en croire la représentante de R2Congo dans cette synergie, Claudia Luntadila, ces femmes, qui représentent des organisations des femmes, se réunissent en vue de monter des stratégies leur permettant de venir en aide à ces populations qui ont besoin d'aide matérielle et financière. « *Cela doit venir de nous, les femmes, d'abord parce que, quand la femme s'y met, tout va*

pour le mieux. Et c'est cela notre devise », a-t-elle expliqué.

Cette action, a-t-elle fait savoir, est menée en collaboration avec les ministères du Genre, de la Justice et de l'Environnement et Développement durable. Pour Claudia Luntadila, cette action des organisations des femmes leaders et des femmes en général sera facilitée par le fait que ces ministères sont conduits par des femmes. Et elles vont les aider à acheminer ces aides aux bénéficiaires.

Un travail avec les ONG

Dans leur stratégie, ces femmes leaders ont décidé de se mettre ensemble avec les ONG et de trouver comment récolter les fonds pour aider ces familles démunies qui sont en déplacement et qui ont besoin de tous. « *On a trouvé une stratégie pour les aider* », a indiqué la re-



Les femmes leaders lors de la réunion

présentante de R2Congo. Et de noter qu'au niveau de leurs organisations respectives, celles-ci ont déjà débuté des récoltes des dons et des fonds pour ces populations. Ces femmes sont convaincues que leur action aura plus d'effet par sa spontanéité. « *La femme agit avec son cœur* », a souligné

Claudia Luntadila. Et de noter que cette action sera déjà effective dans un bref délai, dans les premiers jours de la semaine en cours. « *La semaine prochaine, on va déjà commencé. Mais nous avons déjà commencé à collecter les fonds en disparité. Maintenant, on veut le faire en synergie, avec la*

collaboration de ces ministères qui pourront nous aider à acheminer ces aides récoltées par les ONG des femmes », avait-elle indiqué, notant d'autres séances prévues pour l'effectivité de ce programme.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Clôture des travaux des 4es journées scientifiques sur le paludisme en RDC

Les journées scientifiques sur la lutte contre le paludisme qui se sont clôturées dernièrement à l'hôtel Memling ont mis en présence des experts et les scientifiques venus de différents coins de la RDC qui ont réfléchi sur le thème général : «Paludisme à l'ère des maladies émergentes et re-émergentes».

Organisées par le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) avec l'appui des partenaires techniques et financiers comme le Sanru, l'OMS, le Fonds mondial et l'Usaid, ces

assises ont débouché sur un certain nombre de recommandations, notamment la réduction de la fréquence de distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticides de trois ans à deux

ans.

La vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Mme Véronique Kilumba Nkulu, qui a clôturé ces assises s'est engagée au nom du gou-

vernement de mettre en œuvre les recommandations issues de ces assises qui constituent une contribution aux actions du chef de l'État. Elle a félicité les experts, les scientifiques et les universitaires pour leur participation assidue, active et consciente aux travaux de ces journées scientifiques. « *Le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention se réjouit du travail abattu par la brochette d'experts et espère fermement que l'abondante production de ces assises vont alimenter les stratégies futures de lutte antipaludique en République démocratique du Congo* », a-t-elle dit. C'est ici le lieu de rappeler que notre objectif visant l'affranchissement de la population congolaise tout entière du paludisme est noble et doit guider toutes nos actions sur le terrain. Il devrait constituer notre credo et notre contribution au schéma qui guide les actions du chef de l'État, Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo de servir le peuple, à travers le slogan le peuple d'abord, a-t-elle indiqué. La vice-ministre a promis aux participants que ces recommandations seront traduites en

actions. « *Nous avons à l'esprit l'idée que le gouvernement va traduire dans les faits les différentes recommandations que vous lui proposerez afin qu'on puisse gagner la bataille contre le paludisme et partant relever le défi de la pauvreté* », a-t-elle poursuivi.

Auparavant, le directeur du PNLP, Dr Eric Mukomena, a salué l'enthousiasme qui ne cesse de grandir dans le milieu des scientifiques et universitaires dans la lutte contre le Paludisme en RDC. La vice-ministre de la Santé, Mme Véronique Kilumba Nkulu, a procédé à la remise des prix aux auteurs de deux meilleures présentations, de ces journées scientifiques, à savoir le Dr Léonard Ngwej qui a exposé sur « *l'état des lieux de la possession et l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticides dans la zone de santé de Fungurume ainsi que le Dr Josué Nzanga qui a parlé d'une technique innovante de détection et d'identification des moustiques par leur son* ». Notons que les prochaines journées scientifiques sur le paludisme vont se dérouler en 2022 à Kisangani ou à Lubumbashi.

Blandine Lusimana



La vice-ministre de la Santé clôturant les 4es journées scientifiques sur le paludisme

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Eve Bazaïba et Maurice Abibu évoquent les priorités de la Tshopo

Le gouverneur par intérim de la Tshopo a affirmé avoir tenu à rencontrer la vice-Première ministre, ministre chargée de l'Environnement et Développement durable, qui est un enfant du terroir et représentante de cette province au sein du gouvernement Sama Lukonde pour la conduite de cette partie de l'ex-province orientale.

La vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable, Eve Bazaïba Masudi, et le gouverneur par intérim de la province de la Tshopo, Maurice Abibu Sakatala, ont évoqué des questions relatives à l'Environnement et Développement durable dans cette partie de l'ex-province orientale. C'était à l'occasion d'une audience accordée, le 31 mai, au gouverneur intérimaire de la Tshopo.

Relevant les questions évoquées lors de cette entrevue, le gouverneur par intérim de la Tshopo a indiqué certaines priorités de la province dont la préservation de la forêt, le reboisement et surtout la lutte contre la déforestation, etc. « Parmi les questions évoquées, il y a également les problèmes environnementaux, la Tshopo ayant une grande forêt et une riche diversité. La ges-

tion des aires protégées a également été passée en revue avec la vice-Première ministre », a relevé le gouverneur par intérim Maurice Abibu.

Au-delà de ces questions, le gouverneur par intérim de la Tshopo a rappelé que la vice-Première ministre Eve Bazaïba est une fille du terroir. A ce titre, elle est, selon lui, la représentante de la Tshopo au sein du gouvernement de la République conduit par le Premier ministre Sama Lukonde. A l'en croire, c'est par elle que passeront certains plaidoyers en faveur de cette province.

Le gouverneur de la Tshopo a également indiqué avoir tenu à voir la VPM Eve Bazaïba avant son retour de Kisangani pour lui présenter les civilités et la remercier pour le rôle joué dans la résolution des problèmes qui ont secoué, dernièrement, la province



Eve Bazaïba Masudi et Maurice Abibu Sakatala

de la Tshopo. « La vice-Première ministre Eve Bazaïba, qui est une fille de notre terroir, est notre représentante dans le gouvernement Sama Lukonde. Comme je suis en train de ren-

trer vers Kisangani, il a fallu que je vienne lui présenter des civilités et obtenir d'elle quelques conseils concernant la gestion de la province de la Tshopo », a-t-il expliqué. Et de

noter que sa présence au cabinet de la VPM Bazaïba est également motivée par le besoin d'avoir des conseils pour la gestion de la province sous sa responsabilité.

Lucien Dianzenza

ASSISTANCE HUMANITAIRE

L'ONG Widal à la rescousse des familles sinistrées du camp Kabila

Victimes d'un incendie déclaré il y a quelques mois dans ce camp situé dans la commune de Lemba, quatre-vingt et une familles des policiers viennent de bénéficier d'une assistance de l'ONG Widal mettant ainsi fin à leur calvaire parce qu'elles dormaient à la belle étoile ayant tout perdu. Cette assistance s'inscrit en marge de la célébration de la journée internationale de la famille le 15 mai de chaque année.

Aussitôt saisi de ce sinistre par le bourgmestre de la commune de Lemba, Jean Nsaka, l'ONG Widal n'a pas hésité de poser un geste de charité à l'endroit des familles qui avaient perdu le sens de vivre. La hiérarchie de Widal fondation a instruit ses services pour qu'une aide soit organisée d'urgence.

C'est dans ce cadre que le 29 mai, une forte délégation de cette ONG conduite par son coordonnateur pour la ville de Kinshasa, Albert Ekolomba, a remis des tentes, des seaux, des chaises, des matelas et d'un pack habit composé de tenues de tout âge à quatre-vingt et une familles sinistrées. Cette remise s'est faite en présence du bourgmestre adjoint de la commune de Lemba et du commandant du camp, le colonel Joseph Matangila. Ces tentes permettront ainsi à ces familles de se construire un logement pour être à l'abri des intempéries. Ce geste de cœur n'a pas laissé insensibles les bénéficiaires. Ils ont eu des mots justes pour remercier leur bienfaiteur à travers son ONG. « Nous avons tout perdu à cause de l'incendie qui s'était déclaré ici au camp Kabila. Les habits que je porte m'ont



Le don de Widal remis aux familles des policiers

été offerts par des gens de bonne volonté. Que Dieu vous bénisse. C'est aujourd'hui, grâce à Widal, que je viens de reprendre une nouvelle vie. Que mon Dieu élève cette fondation au nom de Jésus », a déclaré une policière, victime de l'incendie.

Pour sa part, le bourgmestre adjoint de Lemba a aussi exprimé sa gratitude au couple Loando pour cette marque de générosité. « Nous remercions le président Loando. Qu'il ne se fatigue pas de nous aider, nous reviendrons toujours vers lui en cas de be-

soin. Son acte est allé tout droit dans nos cœurs. Nous prions pour lui pour qu'il aille toujours de l'avant afin de continuer à nous aider », a-t-il signifié. Peu avant la remise de cette assistance au camp Kabila, les membres de la fondation chère au couple Loando ont respecté le mot d'ordre de l'opération Kin Bopeto en rendant propres les alentours de la prison de Makala dans la commune de Selembao.

Blandine Lusimana

GOMA

Entre secousses sismiques et dégazage du lac Kivu

Lors du conseil des ministres qu'il a présidé par visioconférence le 28 mai, le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi a, dans sa communication axée sur la situation qui prévaut dans le Nord-Kivu marqué depuis le 22 mai par l'éruption du volcan Nyirangongo et ses conséquences, demandé au gouvernement de redoubler d'efforts pour une meilleure prise en charge de la situation humanitaire.

Fort touché par ce drame, le président de la République qui a interrompu son séjour à l'étranger et qui a supervisé chaque action gouvernementale a exhorté le gouvernement à poursuivre les efforts pour préserver la sécurité et le bien-être de la population sur les différents lieux d'accueil.

A propos des risques qui pèsent notamment sur le lac Kivu, rapporte le compte-rendu lu à la télévision nationale par le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, le président de la République a chargé le ministre des Hydrocarbures de tout mettre en œuvre pour entrer en contact avec l'opérateur devant entamer les travaux de dégazage du lac Kivu et du Golfe de Kabuno. Entre-temps, la situation volcanologique n'est toujours pas stable près de Goma. Une nouvelle éruption a eu lieu le 29 mai mais vers le parc des Virunga. Il s'agit, d'après les autorités, du volcan Nyamulagira qui a craché la lave.

A Goma, des secousses sismiques ont été ressenties dans certains quartiers du centre-ville. Mais la situation est relativement calme. Plusieurs familles qui ont évacué jeudi sont retournées dans la ville. En raison de risque d'une nouvelle éruption volcanique, les autorités du pays ont demandé aux habitants de Goma de vider le lieu pour se rendre à Sake où des sites d'hébergement ont été choisis pour abriter ces déplacés.

Alain Diasso

CRISE HUMANITAIRE À GOMA

Synergie Urgence Goma chez le vice-Premier ministre de l'Intérieur

La situation humanitaire à Goma après l'éruption volcanique de Nyiragongo demeure toujours d'actualité.

Soucieuse de savoir ce que fait le gouvernement congolais pour répondre à l'urgence humanitaire, Synergie Urgence Goma, structure regroupant plusieurs notables et leaders du Nord et du Sud-Kivu a été reçue en audience récemment par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Me Daniel Asele Okito Wa Koy. Au cours de cet échange, plusieurs questions urgentes d'ordre humanitaire, sécuritaire et environnemental ont été abordées. « *Synergie Urgence Goma est venue auprès du numéro un de la sécurité nationale pour se rendre compte des efforts que fait le gouvernement congolais par rapport à la situation humanitaire qui prévaut actuellement à Goma, une situation causée par l'éruption volcanique de Nyiragongo* », a déclaré Juvénal Munubo

Mubi, député national élu de Walikale et porte-parole de la délégation.

S'agissant de la relocalisation des habitants de Goma à Sake, les leaders du Nord et Sud-Kivu ont fait savoir, par le biais de leur porte-parole, Juvénal Munubo Mubi que la cité de Sake n'offre pas toutes les garanties d'hébergement. « *Voilà pourquoi nous souhaitons que les populations soient orientées vers la ville de Bukavu dans le Sud-Kivu ou autre coin qui réunirait les conditions nécessaires* », ont-ils proposé. Quant aux aspects sanitaires, ils ont évoqué les systèmes d'eau qui sont très importants pendant ce déplacement des populations. Cela permettrait d'éviter des maladies hydriques qui peuvent intervenir. Ils ont aussi attiré l'attention de Me Daniel Asele Okito Wa Koy sur le contexte actuel de la pandémie de covid-19 qui peut se propager facilement pendant les mouvements des populations.

La question de la sécurité a été aussi évoquée entre Me

Daniel Asele Okito Wa Koy et ses hôtes. « *La sécurité des populations est un élément qui doit également être pris en compte* », a déclaré le porte-parole de la Synergie Urgence Goma avant de demander que les Fardc et la police puissent assurer la sécurité de ces populations. « *Nous allons rester en contact avec le gouvernement à travers le VMP de l'Intérieur pour voir dans quelle mesure faire le suivi ensemble et participer à cette réponse humanitaire du gouvernement pour nos populations* », a souligné l'élu de Walikale. Le numéro un de la sécurité nationale a promis ses interlocuteurs de relayer leur préoccupation auprès du Premier ministre, chef du gouvernement. Soucieuse de savoir ce que fait le gouvernement congolais pour répondre à cette urgence, Synergie Urgence Goma a été reçue en audience récemment par le VPM Daniel Asele Okito Wa Koy. Au cours de cet échange, plusieurs questions urgentes d'ordre humanitaire, sécuritaire et environ-

nemental ont été abordées. « *Synergie Urgence Goma est venue auprès du numéro un de la sécurité nationale pour se rendre compte des efforts que fait le gouvernement congolais par rapport à la situation humanitaire qui prévaut actuellement à Goma, une situation causée par l'éruption volcanique de Nyiragongo* », a déclaré Juvénal Munubo Mubi, député national élu de Walikale et porte-parole de la délégation. Pour la relocalisation des habitants de Goma à Sake, les leaders du Nord et Sud-Kivu ont fait savoir, par le biais de leur porte-parole que la cité de Sake n'offre pas toutes les garanties d'hébergement. « *Voilà pourquoi nous souhaitons que les populations soient orientées vers la ville de Bukavu dans le Sud-Kivu ou autre coin qui réunirait les conditions nécessaires* », ont-ils proposé. En ce qui concerne les aspects sanitaires, ils ont évoqué les systèmes d'eau qui sont très importants pendant le déplacement des populations. Cela permettrait d'éviter des maladies

hydriques qui peuvent intervenir. Ils ont aussi attiré l'attention de Me Daniel Asele Okito Wa Koy sur le contexte actuel de la pandémie de covid-19 qui peut se propager facilement pendant les mouvements des populations.

La question de la sécurité a été aussi évoquée entre Me Daniel Asele Okito Wa Koy et ses hôtes. « *La sécurité des populations est un élément qui doit également être pris en compte* », a déclaré le porte-parole de la Synergie Urgence Goma avant de demander que les fardc et la police puissent assurer la sécurité de ces populations. « *Nous allons rester en contact avec le gouvernement à travers le VMP de l'Intérieur pour voir dans quelle mesure faire le suivi ensemble et participer à cette réponse humanitaire du gouvernement pour nos populations* », a souligné l'élu de Walikale. Le numéro un de la sécurité nationale a promis ses interlocuteurs de relayer leur préoccupation auprès du Premier ministre, chef du gouvernement.

Blandine Lusimana

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Disparition de Kitenge Yezu, haut représentant du chef de l'Etat

Le cabinet du président de la République vient de perdre M. Henri Kitenge Yezu, le haut représentant du chef de l'Etat, décédé le matin du 31 mai à Kinshasa.



Félix Tshisekedi et le haut représentant Kitenge Yezu

Nommé par ordonnance en mars 2019, M. Henri Kitenge Yezu a exercé ces hautes fonctions jusqu'à son décès inopiné. « *Ce libre penseur était un fin stratège et un conseiller fidèle dont la disparition est une grande perte pour le pays. Le président Tshisekedi présente ses condoléances à la famille biologique et aux proches*

de l'illustre disparu », peut-on lire sur le compte Twitter officiel du service de la communication du chef de l'Etat. « *Il s'appelait Kitenge Yezu. Certains l'appelaient Patriarche. D'autres le Très Vénérable Grand Maître. Mais moi je l'appelais l'organe. Un homme de conviction et un fin stratège politique. Le baobab vient de nous*

quitter ce matin, il est parti sans faire ni laisser les bruits. Le vieux nous a laissés sans mot ! Quelle douleur dans mon cœur ! Repose en paix le soldat ! », a écrit l'honorable Peter Kazadi, cadre de l'Union sacrée pour la nation. Décédé des suites d'une courte maladie, le haut représentant et envoyé spécial du chef de l'Etat était l'un des hommes- clés de l'actuel régime. Fort de sa longue expérience politique, l'illustre disparu aura joué un grand rôle dans le basculement de la majorité parlementaire. L'annonce de son décès a suscité l'émoi dans le microcosme politique congolais. Le programme de ses funérailles sera communiqué ultérieurement.

Alain Diasso

COVID-19

Kinshasa a rapporté soixante-dix cas confirmés

La RDC a enregistré, le 30 mai, quatre-vingt-quatorze nouveaux cas de contamination par le coronavirus dont soixante-dix à Kinshasa, seize au Nord-Kivu et huit au Sud-Kivu.

Les tests ont été réalisés sur les deux cent cinquante-trois échantillons reçus pour l'analyse biologique à l'INRB. Depuis le 20 mars 2020, le cumul de cas positifs au nouveau coronavirus est de trente et un mille six cent cinquante et un. Aucun nouveau décès des cas confirmés de covid-19 n'a été rapporté. Le total de cas mortels en RDC au 30 mai est de sept cent quatre-vingt-deux décès. Aucun patient supplémentaire n'est sorti guéri, selon la mise à jour du 30 mai. Le cumul de personnes guéries est de vingt-sept mille six cent soixante-cinq. Le taux de guérison est de 87,4 %.

S'agissant de la vaccination, les données disponibles à la date du 28 mai ont révélé qu'un cumul de vingt-trois mille cent quatre-vingt-dix-sept personnes ont déjà été vaccinées avec la première dose du vaccin Astra Zeneca.

Ces données viennent des différents sites de vaccination de Kinshasa (douze mille neuf cent cinquante-six vaccinés) et des provinces ayant lancé leurs campagnes de vaccination contre le coronavirus, à savoir Haut-Katanga avec quatre mille trois cent trois vaccinés, Nord-Kivu avec deux mille quarante-trois, Kongo central mille neuf cent soixante-dix-huit. La province de Lualaba et du Sud-Kivu ont vacciné respectivement mille trois cent soixante-sept et cinq cent cinquante.

B.L.

PROTECTION DE LA NATURE

Renatura Congo sensibilise les enfants de Tié-Tié

La 7^e édition du Festival de la biodiversité a récemment été organisé par Renatura Congo à la paroisse catholique Saint-François d'Assise située dans l'arrondissement 3 Tié-Tié.

Initié dans le cadre du programme d'éducation et sensibilisation à l'environnement de Renatura, le festival de la biodiversité est proposé pour célébrer la journée internationale de la diversité biologique qui a lieu chaque 22 mai de l'année. L'événement, considéré par cette ONG comme la fête de la nature, est en effet une manifestation tournante. Sa 7^e édition qui a eu comme objectif de « sensibiliser la jeunesse congolaise à l'intérêt de préserver la biodiversité, si riche et si menacée au Congo » s'est tenue le 21 mai dernier à la paroisse Saint-François d'Assise qui succède à celles de Christ Roi (6^e édition) et Saint-Jean Bosco (5^e édition).

Annulé l'an dernier à cause de la crise sanitaire, le festival de la biodiversité a regroupé cette année près de deux cent cinquante écoliers de l'école catholique Saint-François, répartis en petits groupes pour respecter les

mesures barrières. Les enfants ont été sensibilisés aux cinq thématiques environnementales à travers diverses animations pédagogiques (conte animé, activités ludiques, projection vidéo...). Les activités ont porté sur l'importance de la biodiversité, la connaissance et la protection des animaux du Congo et l'impact de nos modes de consommation sur l'environnement.

Un grand jeu de piste a été organisé l'après-midi permettant aux enfants de mettre en application, autour d'un parcours ludique, les notions apprises le matin. « Renatura sensibilise la jeune génération parce que c'est à elle que revient la responsabilité de prendre en charge notre planète pour les années futures », a expliqué Dylan Deffaux, coordinateur du programme d'éducation et sensibilisation à l'environnement de Renatura Congo. Autre raison de sensibiliser les enfants, c'est qu'ils ont la facilité de partager les informations reçues au sein de la famille.

Pour cette édition 2021, l'ONG a également souhaité s'associer au Cercle des femmes artistes peintres et sculptrices du Congo afin d'organiser des ateliers de



Les écoliers pendant les animations pédagogiques

sensibilisation à l'art et au recyclage des déchets. Les enfants ont ainsi créé une sculpture représentant une tortue marine à l'aide de déchets (bouteilles plastiques, boîtes métalliques et pneus usagés) collectés quelques jours plus tôt dans le quartier. Plusieurs peintures sur le thème de la biodiversité ont également été réalisées par

les plus jeunes enfants. Enfin, pour clôturer cette journée de manière symbolique plusieurs arbres ont été plantés dans la cour de l'école.

Le Festival a représenté un grand moment de partage pour « Protéger ensemble la planète ! » comme le stipule son slogan. Les écoliers ont manifesté un véritable engouement à parti-

ciper aux différentes activités, c'était pour eux l'occasion d'en apprendre plus sur la nécessité de préserver « mère nature ». La 7^e édition du festival de la biodiversité a été rendue possible grâce au soutien d'une dizaine de bénévoles et l'appui des partenaires comme l'ambassade de France.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MUSIQUE GOSPEL

King David présente « Glorious Crown »

L'artiste musicien congolais Guy Blaise Tolovou dit King David, évoluant dans le Gospel, a officiellement présenté, le 29 mai à Brazzaville, son tout premier album intitulé « Glorious Crown », Couronne de Gloire, en français.



Affiche de l'album DR

Lors de la cérémonie de présentation, de dédicace, marquant ainsi la sortie de l'album « Glorious Crown », un opus de huit titres, l'artiste qui réside aux États-Unis depuis quelques années a déclaré qu'il est nécessaire pour lui de lancer son album en République du Congo, particulièrement à Brazzaville où il a puisé son inspiration.

Produit par la maison Nabemba Music production, « Glorious Crown » est une

fusion de plusieurs styles musicaux, notamment le gospel, la salsa, l'afrobeat, du RNB, du ndombolo et un peu de la rumba ; le tout sous le signe de la vulgarisation de la parole de Dieu. « La particularité de cet album c'est le message qu'il véhicule. Son titre relate les épreuves que j'ai surmontées grâce à Dieu. Je pense que chaque personne qui écouterait les chansons de cet album se sentirait, sans nul doute, touché », a laissé entendre Guy Blaise Tolovou.

Composé de huit titres dont Glorious Crown, I worship you, Sublime Amour, My best friend, Thank you Lord, Okansi nga, Elikia et King of Kings, ce chef d'œuvre musical relate, en quelques sortes, le parcours de King David. Parlant de sa vision, l'artiste pense qu'il devrait continuer à promouvoir la culture congolaise à travers le monde. « Nous voulons être ces personnes qui militent pour la vulgarisation de notre culture à travers le monde. D'ailleurs, nous comptons réaliser une tournée africaine et participer aux festivals aux États-Unis »

Tourné dans des lieux différents avec des titres bénéficiant d'une bonne qualité d'image, ce premier album de King David expose son côté polyglotte puisque certaines chansons sont interprétées en Anglais, d'autres en Lingala. Disponible sur toutes les plateformes de téléchargements légaux, « Glorious Crown » est actuellement disponible à l'Afnac.

Rude Ngoma

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL FÉMININ ÉDITION 2021

La compétition démarre le 3 juin

Après plusieurs mois d'inactivité à cause de la covid-19, les footballeuses congolaises retrouvent le terrain, le 3 juin, avec le début du championnat national.



Une séquence d'un match de football féminin/DR

Le calendrier de la compétition a été dévoilé le 29 mai par la Ligue nationale de football. La manche aller du championnat se déroulera du 3 juin au 22 juillet. Cette édition 2021 revêt une particularité avec l'augmentation remarquable du nombre des équipes participantes. En effet, les clubs de football féminin sont passés de sept en avril 2020 à douze clubs cette saison avec l'entrée en championnat d'un club de la ligue départementale de la Bouenza et la ligue de Brazzaville, très productive qui vient d'élargir le nombre de ses équipes avec la création de Royal Football, OFA et FC Porto.

De son côté, la ligue de Pointe-Noire conserve ces deux équipes, à savoir la tenante du titre Epah-Ngamba et l'AC Léopards. Cette extension des clubs de football féminin est un exploit pour la Fédération congolaise de football qui a reçu l'exigence de la Fédération inter-

nationale de football association d'organiser beaucoup de matches des filles étalés en six mois.

Cependant, avec la création de quatre nouveaux clubs, la fédération poursuit sa mission d'encourager et d'inciter les jeunes filles à la pratique du sport roi dans tous les départements.

Le calendrier de la première journée du championnat féminin prévu pour ce 3 juin se présente ainsi qu'il suit :

- Royal Football (Brazzaville) vs FCF La Source de (BZV)
- AC Colombe (BZV) vs FC Porto (BZV)
- CESB 5 (BZV) vs AC Léopards (Pointe-Noire)
- Diables Noirs (BZV) vs Rayons du Soleil (BZV)
- AS Epah-Ngamba (PNR) vs Tula-Katula (BZV)
- FC Bouenza (Madingou) vs OFA (BZV)

Charlem Léa Itoua

CARROUSEL DE LA MODE

La 7^e édition va se tenir en juin

Le festival international de la mode dénommé Carrousel de la mode va avoir lieu du 10 au 13 juin à Pointe-Noire. Prélude à l'évènement, Pascaline Kabré, initiatrice du projet et directrice dudit festival a animé une conférence de presse en compagnie de toute l'équipe d'organisation du festival.

« Sous masque » est le thème de ce festival qui va réunir plusieurs modélistes du continent : Cameroun, Togo, Côte d'Ivoire, Gabon, RDC, Burkina Faso, Angola, Tunisie. Après le report de l'édition de l'année dernière à cause de la covid-19, cette année, la particularité de cet évènement est la participation des mannequins albinos souvent injustement écartés lors des grandes manifestations culturelles. « Cette année, nous avons voulu lutter contre la discrimination au niveau de la mode en mettant en avant les mannequins albinos qui ont aussi le droit de concourir sur la mode comme tout le monde. Je concrétise ain-



La tribune lors de la conférence de presse présentant le Carrousel de la mode Adiac

si dans les faits l'idée suggérée par Mme Sophie, très engagée dans la lutte contre l'exclusion et la discrimination à l'endroit des albinos qui a voulu depuis l'année dernière que nous associons aussi les albinos dans les différents concours qui seront organisés lors du festival », a signifié Pascaline Kabré. Selon elle, le thème

« Sous masque » a été choisi pour montrer qu'en dépit de la covid-19, les activités ne peuvent pas s'arrêter. Nous devons tous nous adapter à ce contexte particulier par le respect des gestes barrières et des directives édictées par les autorités sanitaires, a-t-elle poursuivi. Le Carrousel de la mode est un évènement culturel

qui fait la promotion des créateurs émergents en couture, coiffure, make up mais aussi des mannequins, des modelistes, stylistes... Différents concours dans ces domaines de la mode vont donc avoir lieu et vont primer les talents méritants. Un défilé international va se dérouler également pour permettre aux jeunes

talents d'échanger et de discuter avec le gotha de la mode africaine à Pointe-Noire. « À chaque édition, les organisateurs s'évertuent à valoriser le textile africain à travers ce festival, à savoir le raphia, le bogolan, le pagne tissé, le cocodonda. Ce sont ces pagnes-là qui font le textile africain, ces pagnes tissés par nos mamans, nos papas », a-t-elle ajouté.

En marge du festival, une formation dans un métier de la mode, notamment la couture, va être animée pendant deux semaines par Rose Gombo, une célébrité de la haute couture à Paris. Elle va permettre aux participants de se perfectionner en couture. Signalons que Pascaline Kabré, l'organisatrice du Carrousel de la mode est dans la mode depuis 24 ans. Après avoir longtemps évolué comme mannequin, elle est aujourd'hui une sommité de la mode africaine. Elle est entre autres responsable du Salon international du textile africain qui a lieu au Burkina Faso.

Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

Et pourtant le genre renvoie aux deux sexes !

Cette exclamation qui devient de plus en plus récurrente dans de nombreuses réunions et retrouvailles socio-politiques et socio-administratives ne laisse pas indifférents certains observateurs nationaux voire même internationaux.

Le genre, a-t-on appris dans des différents cours de grammaire française enseignée dans des bases classes et à l'université, n'a jamais signifié exclusivement que le féminin, non. Ce sont les deux sexes à la fois, à savoir le genre masculin et le genre féminin. Mais que constatons-nous actuellement ? Réponse : il y a comme une récupération abusive par des défenseurs de ce genre dans des réunions socio-politiques et socio-administratives pour l'exprimer avec fracas. Encore que le genre ne veut pas dire rejet catégorique du masculin pour ne considérer que le féminin, non, pas du tout cela.

Or la montée fulgurante des discours des défenseurs d'une certaine logique qui s'apparenterait à la place, combien large que l'on devrait accorder au féminisme risque de faire fausser les choses, car il y a là une grande probabilité d'effacement ou de distinction du genre « masculin » dans des discours d'intérêt sociétal et cela dans un futur proche.

Récemment, dans un quartier de l'une de nos agglomérations, une réunion politique s'est terminée en queue de poissons par le fait que les interventions du jour s'étaient radicalement écartées de l'ordre du jour, en voulant trop théoriser sur un point qui n'était pas inscrit à la réunion du jour, celui du genre. Ainsi la tribune officielle des travaux qui avait aussi la police des débats s'est vue débordée par le brouhaha portant sur la gestion du genre. « Ecoutez, aujourd'hui nous n'en sommes pas là, et si ce bruit continue, j'arrête la réunion ». Ce sont là des propos du président du bureau des travaux, qui n'a pas hésité dans les heures qui suivent à mettre fin à ladite réunion.

Non ce billet d'humeur n'est nullement pas une misogynie, c'est-à-dire le rejet du genre féminin mais plutôt un constat vrai, et cela est vécu dans de rencontres de toute nature. C'est cette récupération radicale du genre par les défenseurs de celui-ci qui ont tendance à coller le genre à la montée non-égalitaire ou non-paritaire du féminisme qui pourrait être dangereux et non constructif. Cette réalité du genre qui éliminerait le masculin pourrait créer des petites contradictions même au sein des ménages. Il y a, disons-le sans langue de bois, comme une espèce de confusion qui naît au niveau des foyers, celle de prendre le genre comme l'émancipation féminine, laquelle émancipation effacerait totalement la division sociale du travail dans des couples.

Tenez ! Comment trouveriez-vous, l'agissement d'une épouse, bien qu'étant émancipée et au nom du genre non rationnel, demanderait publiquement aux yeux des visiteurs à son époux de faire la vaisselle ? Allez-y comprendre. Non, le genre à notre humble avis serait beaucoup plus le fait de reconnaître les compétences à la fois de l'homme et de la femme quand il s'est agi de faire le choix, face à une fonction politique et/ou administrative à occuper. A bon entendeur salut !

Faustin Akono

FICOMP

Les réalisateurs vont faire valoir leurs talents à Pointe-Noire

La deuxième édition du festival international de courts métrages dénommé « La Pointe-Noire » se déroulera du 23 au 26 juin à l'Institut français du Congo (IFC) à Pointe-Noire, en ligne sur la page Facebook du festival et celle de l'IFC de Brazzaville. Elle a pour thème : « Le cinéma, tremplin de l'unité des peuples ».

Les amours du cinéma découvriront pendant quatre jours les films de plusieurs réalisateurs en compétition (films de fiction, documentaire, série et panorama spécial) des pays tels le Bénin, le Sénégal, le Togo, le Cameroun, la RDC, le Congo-Brazzaville, la France, la Côte d'Ivoire, le Maroc. Entre autres films à découvrir « Mothers » du réalisateur béninois, Innocentia Alladagbe ; « Pourquoi pas moi » de Dieudonné Tchani du Togo ; « N'Dambe Fighters » de Fayçal Souara du Maroc, etc.

A Brazzaville, les activités seront en direct sur la page Facebook de l'IFC et aussi dans la salle Gide pour permettre aux cinéphiles de regarder les films et débattre à distance avec les intervenants. Ces retrouvailles cinématographiques réuniront les cinéastes, acteurs ou professionnels de l'audiovisuel, mais aussi toute personne ayant en partage la passion du cinéma.

Les projections, les conférences, les ateliers, master class et rencontre professionnelle seront organisés.

Le Ficomp a pour ambition de développer, au travers de ses activités, un travail d'éducation, de sensibilisation et de formation sur la représentation des réalisateurs et des réalisateurs en devenir à travers des œuvres cinématographiques congolaises et étrangères, de fiction, de documentaire et autres, mettant en exergue les capacités et le talent



des cinéastes. Le festival soutient la diffusion, encourage et promeut la création de films et le partage d'expériences interculturelles.

Ce festival est une plateforme de visibilité annuelle pour les films et cinéastes du monde entier. Il se veut aussi être un espace de formation aux métiers de cinéma et d'incitation à la production cinématographique. Le Ficomp constitue un électrochoc pour les cinéastes et le cinéma congolais. « En deux ans seulement, la production des courts métrages a triplé au Congo-Brazzaville grâce au concept Fico Lab, qui forme cinq jeunes et produit leurs courts métrages à chaque édition », ont fait savoir les organisateurs.

Rosalie Bindika

ETOILE DU CONGO-DIABLES NOIRS

Un nul qui n'arrange personne

Le nouveau partage des points dans le choc de la 19^e journée opposant, le 30 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat, l'Etoile du Congo aux Diables noirs, a relancé les chances du Club athlétique renaissance aiglons (Cara) dans la lutte pour la deuxième place.



Une séquence du match Etoile du Congo-Diables noirs/Adiac

Comme lors de la phase aller, il n'y a eu ni vainqueur ni vaincu dans le classico congolais. Le match Etoile du Congo-Diables noirs qui s'est soldé sur un score de 0-0 n'a pas été de haute facture. Les équipes trop calculatrices ont fait perdre à ce derby toute sa saveur. Comme cela ne suffisait pas, même les occasions franches qui pouvaient soulever le maigre public se faisaient de plus en plus rares. Pour les quelques unes qu'on pouvait compter du bout des doigts, les attaquants des deux formations ont été très approximatifs. Le ciseau retourné de Hardy Binguila en seconde période symbolisait toutes les difficultés des joueurs diabolins à prendre à contrepied la défense stellienne. Costode Droveni a, lui aussi, tenté sans pourtant réussir le dernier geste sur sa frappe à la 79^e minute et sur une tête lobée qui retombe au dessus de la barre. L'Etoile du Congo a, pour sa part, gâché quelques balles de matches. Les joueurs brillaient par leur capacité à multiplier des passes dans le dos de la dé-

fense mais Gautran Ngouénimba, qui arrivait souvent lancé, n'a pas réussi à donner de la puissance à ses frappes pour inquiéter le portier des Diables noirs. Ce partage de points n'arrange personne. L'Etoile du Congo rate l'occasion de revenir à une unité des Diables noirs, placés eux sous pression après l'exploit réalisé le 29 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat par le Club athlétique renaissance aiglons (Cara). Les Aiglons ont imposé à l'AS Otohô sa première défaite de la saison 2-0 grâce à des réalisations de Junior Elenka Kanga (78^e minute) et Destin Malanda (90^e +2). Ce succès lui permet de retrouver le podium avec 32 points, soit deux de moins que les Diables noirs, l'actuel deuxième.

Le match le plus prolifique de la 19^e journée a été celui qui a opposé le FC Kondzo au Racing Club de Brazzaville. Cette rencontre de haute facture riche en suspense et à rebondissements s'est soldée sur un score de 4-4. Le FC Kondzo a ouvert le score à la 17^e minute par l'entremise

de Domy Massoumou. Jacques Eboké lui a répondu en transformant un penalty à la 22^e minute. Le Racing va ensuite perdre le contrôle des opérations quand Domy Massoumou redonne l'avantage au FC Kondzo à la 25^e minute avant d'être imité trois minutes après par Christ Baze. La physionomie du match a changé dès l'entame de la seconde période. Gerauld Ekariki a remis le RCB dans le coup à la 46^e minute. Jacques Eboke a ramené les deux équipes à égalité à la 65^e minute avant de permettre au RCB de prendre pour la première fois l'avantage dans ce match en transformant un penalty à la 78^e minute. C'est dans les ultimes minutes de la rencontre que le FC Kondzo prive le RCB de la victoire qui lui tendait déjà les bras lorsque Boris Sikoula a transformé à la 90^e +3 un penalty.

Dans les autres matches de la 19^e journée, Nico-Nicoyé a fait jeu égal avec l'AC Léopards 0-0 puis Patronage a dominé le samedi l'AS Cheminots 2-0.

James Golden Eloué

DISTINCTION

Guy Vital Ofounda, nouvel ambassadeur culturel de Brazzaville

Guy Vital Ofounda a été nommé ambassadeur culturel par l'ONG MB production. La cérémonie de reconnaissance et de décoration a été officiellement organisée par Bernard Batantou, administrateur-maire du quatrième arrondissement de Brazzaville.

Depuis quelques années, l'ONG MB production encourage les femmes et les hommes qui se distinguent dans leur domaine de compétence afin de favoriser une meilleure appropriation de l'offre culturelle locale. Cette fois-ci, elle a jeté son dévolu sur Guy Vital Ofounda en le faisant ambassadeur culturel de



Guy Vital Ofounda/DR

la ville de Brazzaville. Guy Vital Ofounda, participe depuis des années à des actions de promotion culturelle, sociale et sportive de sa ville.

Guy Vital Ofounda est aussi un sportif aguerri, président de l'association sportive « Tosa obika », il a été également président de la coordination des supporters d'Etoile du Congo et de la section football. Aujourd'hui, il obtient le label d'ambassadeur du développement culturel, social et sportif dans la ville de Brazzaville, une distinction qui le pousse à faire beaucoup plus en menant des actions de visibilité et des rencontres permettant aux milieux culturels, sociaux et sportifs de se faire connaître de plus en plus.

Ce titre lui a été remis par Médard Bongo, directeur-manager de l'ONG MB production à l'occasion d'une cérémonie de reconnaissance et de décoration tenue dans la salle de mariage de la mairie de Mougali. Pendant cette activité, émotion et joie étaient bien visibles sur le regard de Guy Vital Ofounda. Ce dernier n'a pas hésité de remercier dans son mot de circonstance le directeur de cette ONG pour l'avoir choisi. Notons que cette activité a été agrémentée par les chants des groupes traditionnels de la place et un cocktail dinatoire a été servi à tous les invités.

Hugues Prosper Mabonzo

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe et aux USA

Allemagne, finale de la Coupe régionale Westfalen

Sportfreund Lotte s'incline en finale de la Coupe régionale du Westfalen face au Preussen Munster (0-1). Titulaire, Exaucé Andzouana est sorti en cours de match.

Espagne, 42^e et dernière journée, 2^e division

Déjà assuré de la seconde place et de l'accession en

Liga, Majorque termine sa saison par un match nul 2-2 à Ponferradina. Jordi Mboula, titulaire, a été remplacé à la 69^e, à 1-1.

Etats-Unis, 2^e division

En déplacement chez le Miami FC, Charlotte Independence s'incline 1-2. Junior Etou était titulaire.

Kosovo, match de barrage 1^{er} et 2^e division

Bouté à la 8^e place, synonyme de barrage, en raison d'une différence de buts défavorable (-16), Trepça affrontait Dukagjini, 3^e de deuxième division.

Sans Prince Koubassanath, éloigné des terrains depuis janvier pour des raisons administratives, le Trepça'89 a été battu aux tirs au but (3-4) après un match nul 1-1. Et est donc relégué en deuxième division.

Luxembourg, 30 et dernière journée, 1^{re} division

Le Racing de Yann Mabella, remplacé à la 87^e, achève sa saison par un match nul face au Progrès Niedercorn (0-0). Et se classe 4^e, à 11 points du podium.

Battu à domicile par Wiltz (3-1), l'Etzella Ettelbrück est relégué en deuxième division. Titulaire, Godmer Mabouba a été averti à la 26^e.

Roumanie, play-offs Conférence League Europa

Viitorul perd la finale de ces play-offs Conférence Ligue Europa, sorte de strapontin pour la scène européenne, face à Seps (0-1). Buteur au tour précédent, Juvhel Tsoumou était titulaire. Remplacé à la 56.

Camille Delourme